



Les nouvelles du climat

N° 1 Décembre 2019

Sommaire

- ❖ Plan National Climat (PNC-Maroc)
- ❖ Plan National d'Adaptation (PNA- Maroc)
- ❖ Le système MRV- Maroc
- ❖ Sommet Action Climat 2019
- ❖ CdP 25 : Le Momentum sera-t-il maintenu ?
- ❖ Rapport spécial du GIEC : le changement climatique et la terre
- ❖ Rapport spécial du GIEC : l'océan et la cryosphère
- ❖ 2019 : l'année des pics de GES !
- ❖ La région méditerranéenne se réchauffe 20% plus vite que la moyenne mondiale !
- ❖ Jeunes & initiatives Climat !

Plan National Climat : PNC- Maroc

Engagé volontairement pour la lutte contre le réchauffement climatique, faible émetteur mais fidèle à ses engagements au niveau international, le Maroc a mis en place depuis plusieurs années une politique nationale robuste pour faire face aux effets du changement climatique et a présenté au secrétariat de la CCNUCC sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN).

Le Maroc confirme la vision nationale pour « **Rendre son territoire et sa civilisation plus résilients face au changement climatique tout en assurant une transition rapide vers une économie sobre en carbone** » à travers son Plan Climat National 2030 (PCN).

5 Piliers Stratégiques, 22 Chantiers Stratégiques, 68 Mesures de mise en œuvre et un programme d'action cohérent afin de faire face aux défis du changement climatique !!

Le plan est organisé selon cinq piliers :

- ✚ La **gouvernance climat** qui constitue le fondement pour réussir la transition vers une économie sobre en carbone et assurer la réalisation des objectifs au niveau national et international ;
- ✚ Le **renforcement de la résilience des secteurs vulnérables aux changement climatique** est désormais l'une des priorités du PNC ;
- ✚ Pour **une transition vers une économie sobre en carbone**, le Plan Climat National renforce les objectifs d'atténuation de toutes les stratégies et tous les plans d'action sectoriels, dans différents secteurs ;
- ✚ Le **Plan Climatique National** octroie une attention particulière aux territoires notamment pour la généralisation des Plans Climats Régionaux (PCR) et les Plans Climat des Villes (PCV)
- ✚ Le **renforcement des capacités humaines technologiques et financières** constitue un des piliers majeurs du PNC pour la concrétisation des projets d'adaptation et d'atténuation.

[En savoir plus](#)

Plan National de l'ADAPTATION : PNA- Maroc

La situation géographique particulière du Maroc au nord de l'Afrique lui confère des atouts mais également une certaine vulnérabilité climatique. Dès sa signature de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), le Maroc a inscrit les questions environnementales et climatiques au cœur de ses priorités de développement.

Le Maroc s'est engagé depuis 2016 dans le processus d'élaboration de son Plan National d'Adaptation (PNA), afin d'identifier les besoins d'adaptation à moyen et long terme aux niveaux des « secteurs » et des « territoires », et d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie globale, cohérente pour y répondre.

Le Plan d'adaptation du Maroc est :

- Une priorité pour le Maroc : afin de minimiser les risques d'impacts et de sécuriser ses ressources ;
- Un engagement vis-à-vis de la communauté internationale. ;
- Un moyen pour faciliter l'accès au financement climatique pour l'adaptation.

Le processus du PNA est essentiel pour améliorer la planification et la mise en œuvre des actions d'adaptation au niveau international et national. En s'appuyant sur les orientations inscrites dans la feuille de route, ainsi que sur les orientations et objectifs nationaux consignés dans nombre de documents stratégiques (NDC, SNDD, PCN, ...), et sur les recommandations formulées par les différents partenaires internationaux, Le premier PNA Maroc pour la période 2020-2025 a été élaboré.

Le plan est organisé selon **cinq axes** qui structurent ainsi les priorités du Pays en matière d'adaptation, chacun d'entre eux identifiant plusieurs orientations stratégiques et mesures prioritaires.

Axe 1. Gouvernance du plan : Consolider et optimiser la gouvernance et le pilotage stratégique de la politique nationale d'adaptation, incluant une meilleure articulation avec les échelons de gouvernance territoriaux et implication des acteurs de la société civile ;

Axe 2. Connaissance, information climatique et analyse des vulnérabilités : Eclairer la prise de décision au moyen de l'accès aux données, à l'information et aux services climatiques, de la généralisation des analyses de vulnérabilités, et du développement de la recherche scientifique dans le domaine du climat ;

Axe 3. Prévention et gestion des risques de catastrophes naturelles : Prévenir et réduire les impacts des catastrophes naturelles sur la sécurité, la santé, les biens économiques, sociaux, culturels, publiques, privés, et de la population dans son ensemble, dans le contexte du changement climatique ;

Axe 4. Résilience des ressources et écosystèmes sensibles : Renforcer la résilience des écosystèmes naturels face au changement climatique dans le cadre d'une approche combinant «la préservation des services écosystémiques » et « le soutien aux moyens de vie durables » ;

Axe 5. Résilience des secteurs productifs : Renforcer la résilience des secteurs économiques les plus vulnérables face au changement climatique.

Système « Monitoring- Reporting- Verification » MRV- Maroc

Le Centre de Compétences Changement Climatique 4C- Maroc, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD- Maroc, a lancé une étude sur la conception et le développement d'une plateforme MRV en ligne intégrée, où il sera possible de notifier les MRV des émissions de GES, MRV des efforts d'atténuation et MRV du support financier, et gérer les données dans un environnement multi-utilisateur (Différents secteurs) et multi-échelle (National, régional et local), ainsi que la mise en action de la plateforme et la formation de l'équipe des parties prenantes clés à son utilisation.

L'objectif de l'étude est la conception d'un Système National (SN) de MRV intégré pour aider le Maroc à piloter l'information relative à la mise en œuvre de la CDN dans le cadre de l'accord de Paris et aider les organismes concernés à suivre leurs propres progrès dans la réalisation des objectifs sectoriels de la CDN et à faciliter le partage d'informations.

Le système MRV devra décrire les mécanismes permettant de collecter des données, compiler les informations relatives aux émissions de GES dans des rapports puis de les soumettre à une revue et une analyse nationale ou internationale. Il se doit un système essentiel dans tout mécanisme de contrôle des émissions. Dans le cadre de cette étude, le Maroc mettra en place les trois composantes du système MRV à savoir les émissions, l'atténuation et le support.

Résultats attendus :

Plateforme MRV conçue, intégrée, en ligne pour les 3 MRV (avec un guide de conception et d'utilisation):

- **MRV spécifique aux émissions de GES** : qui vise à analyser le profil des émissions au niveau d'une entité, puis à reporter les informations et le cas échéant les compiler avec d'autres entités.
- **MRV spécifique aux actions d'atténuation** : qui a pour objectif de surveiller la mise en place et d'évaluer les résultats d'une politique ou d'un projet. Ce système MRV porte sur plusieurs variables dont les émissions de GES.
- **MRV de support** : qui surveille l'octroi et l'obtention des ressources, spécifiques à la lutte contre le changement climatique, fournies par des Etats ou organisations internationales (financières, technologiques, etc.).

Une étude de préfiguration du Système National de MRV intégré (SN MRV) de la NDC au Maroc réalisée avec l'appui de la Banque mondiale a permis de préciser les exigences nécessaires pour sa mise en œuvre, notamment en matière d'arrangements institutionnels, d'arrangements juridiques et réglementaires et d'arrangements procéduraux.

Le projet de mise en place d'un système de transparence bénéficie d'un financement dans le cadre du projet appui opérationnel du Centre 4C dont l'agence d'exécution est le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Sommet Action Climat 2019

Le Sommet sur l'action climat des Nations Unies du 23 septembre 2019 avait pour objectif d'élever le niveau d'ambition (notamment sur l'atténuation et le niveau de financement climat) avant 2020, année cruciale où de nombreuses Parties livreront leurs CDN actualisées et où l'Accord de Paris subira son premier test véritablement décisif. A ce titre, les Nations Unies espéraient que pas moins de 80 pays, incluant la Chine, allaient profiter de ce Sommet pour annoncer une hausse de leurs ambitions 36. Mais ce but n'a pas été atteint, seulement une soixantaine de pays ayant fait des annonces, dont celles-ci :

Financement : 12 pays ont annoncé des engagements financiers en faveur du FVC totalisant 7,4 milliards USD, dont le Royaume-Uni qui va doubler son financement climat international sur la période 2020-2025 à hauteur de 11,6 milliards de livres sterling. L'Union Européenne quant à elle va dédier à minima un quart de son prochain budget à des actions liées au climat.

Transition vers des modèles bas carbone : plusieurs pays ont annoncé vouloir sortir graduellement de l'usage du charbon. L'Allemagne s'est engagée à être neutre en carbone d'ici 2050, l'Inde s'est engagée à accroître sa capacité en énergies renouvelables à 450 GW d'ici 2022, tandis que plus de 10 milliards d'arbres pourraient être plantés au Pakistan sur les 5 prochaines années.

Passage de l'énergie brune à l'énergie verte :

Michael Bloomberg s'est dit prêt à accroître le financement et la portée géographique des activités qu'il mène en faveur de l'élimination progressive du charbon dans 30 pays. Les

initiatives de l'homme d'affaires ont déjà conduit à la fermeture de 297 centrales à charbon sur les 530 que comptent les États-Unis.

Certains États, dont la France et la Nouvelle-Zélande, ont annoncé qu'ils n'autoriseraient plus les activités de prospection gazière ou pétrolière sur leurs territoires ou dans leurs espaces maritimes.

Les chefs d'État de l'Allemagne, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal et de la Slovaquie ont fait part de leur volonté de renoncer progressivement au charbon. La République de Corée a annoncé qu'elle allait doubler sa contribution au Fonds vert pour le climat et qu'elle s'apprêtait à procéder à la fermeture de quatre centrales électriques alimentées au charbon, tout en s'engageant à en fermer six autres d'ici 2022.

Le Sommet a également débouché sur des initiatives décisives en faveur de l'optimisation de l'efficacité énergétique et de la réduction des besoins croissants en énergie en matière de climatisation, comme celle de la coalition Three Percent Club, qui vise à améliorer de 3 % par an l'efficacité énergétique à l'échelle mondiale, ou encore celle de la Cool Coalition, dont le but consiste à établir des objectifs nationaux ambitieux pour ses membres en vue de limiter le réchauffement à 1 degré dans la perspective d'un monde dépourvu d'émissions carbone d'ici 2050.

Finance climat :

De nombreux États ont annoncé de nouvelles contributions en faveur du Fonds vert pour le climat, le mécanisme de financement public destiné à aider les pays en développement à adopter des mesures d'adaptation et d'atténuation dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, et plusieurs d'entre eux – à savoir l'Allemagne, la France, la Norvège et le Royaume Uni – ont indiqué que leurs contributions actuelles seraient multipliées par deux.

En outre, le Programme d'investissement climatique a été officiellement lancé ce jour. Ce mécanisme entend mobiliser directement au cours de sa première année de mise en œuvre 1 000 milliards de dollars d'investissements en faveur des énergies propres d'ici 2025 dans 20 pays parmi les moins avancés.

Les initiatives adoptées dans le cadre du Sommet ont toutes pour objectif d'être équitables pour tous, de favoriser l'emploi, d'améliorer la qualité de l'air et les conditions sanitaires et de protéger les plus vulnérables, tout en permettant de prendre d'autres mesures en matière d'adaptation et d'agriculture ainsi qu'en ce qui concerne les systèmes d'alerte rapide, de façon à pouvoir assurer la protection de 500 millions de personnes supplémentaires contre les effets des changements climatiques.

Secteur privé : un groupe d'organismes représentant des investissements de plus de 2000 milliards d'USD a annoncé vouloir se diriger vers des portefeuilles d'investissements neutres en carbone d'ici 2050 ; 87 grandes entreprises (dont la valeur combinée excède 2300 milliards USD) ainsi que 130 banques (représentant un tiers du secteur bancaire mondial) se sont engagées à aligner leurs activités avec les objectifs de l'AP.

[En savoir plus](#)

CdP25

La CdP 25 qui sera la 2e réunion de la Conférence siégeant en tant que Réunion des Parties des Parties à l'Accord de Paris (CRA2), fait suite à la CdP de Katowice où la majorité du programme de travail de l'Accord de Paris a été réalisé et le « livre de réglementation » (ou Rule book en anglais)

a été adopté, avec l'opérationnalisation du cadre de transparence au cœur des accords. Cependant, la réglementation pour l'article 6, les approches de coopération fondées ou non sur le marché, persiste comme lacune de ce paquet de décisions et sera un enjeu de négociation majeur de la CdP 25.

La CdP 25 prend place dans un contexte de sensibilisation forte du public international pour les enjeux du changement climatique, avec les grèves et les manifestations des mouvements des jeunes, qui reste inédite depuis des décennies et augmente la pression sur les gouvernements pour augmenter leurs ambitions dans la lutte contre les changements climatiques.

En Septembre 2019, le secrétaire général des Nations Unies avait organisé le « Sommet d'action climat » afin de promouvoir le rehaussement des ambitions en termes de limitation des émissions des gaz à effet de serre. 65 chefs d'Etat et gouvernement ont participé au Sommet, mais les pays grands émetteurs n'ont pas présenté des engagements qui répondent aux attentes de la communauté internationale. Une coalition de 77 pays petits a déclaré leur engagement à atteindre des émissions nettes zéro d'ici 2050 et 70 pays ont exprimé leur intention d'établir un plan climat plus ambitieux en 2020, y compris le Maroc. De plus, des acteurs du secteur privé et financier ont annoncé des engagements de leur part.

A part de la mise à jour des CDN attendues pour 2020, un autre enjeu politique majeur sera le processus de réapprovisionnement du Fonds Vert pour le Climat (FVC). Au total, 27 pays ont réuni 9,8 milliards de dollars lors d'une conférence d'annonce de contributions à Paris pour financer des projets verts sur la période 2020-2023. Cette augmentation très nette ne sera néanmoins pas suffisante pour financer le portefeuille de projets de 15 milliards de dollars identifié par le FVC en décembre 2018.

[En savoir plus](#)

Rapport spécial du GIEC : changement climatique et terre

Le rapport du GIEC sur le changement climatique et terre s'intéresse aux terres de notre planète. Celles-ci subissent une pression excessive : déforestation, agriculture, élevage, industrie, épuisement des sols, ... Or, le bien-être des sols est une condition incontournable pour la prospérité de nos écosystèmes. En outre, la gestion des terres peut tant être un accélérateur de la crise climatique qu'une solution face à cette dernière. Le rapport prouve l'étroite relation entre notre agriculture, l'état des sols, la sécurité alimentaire et les émissions de gaz à effet de serre.

Les principales conclusions du Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique et la terre :

- Les impacts climatiques sur les terres sont déjà graves. Les vagues de chaleur et les sécheresses sont devenues plus longues, plus fréquentes et plus intenses dans certaines régions, et la sécurité alimentaire a déjà été compromise par l'impact des changements climatiques sur entre autres les rendements agricoles et la production animale.
- Une augmentation de 2°C du réchauffement climatique fait peser la menace d'une crise alimentaire, en particulier dans les régions tropicales et subtropicales. L'élévation du niveau de la mer et l'intensification des cyclones devraient mettre en danger les vies et les moyens d'existence dans les zones aujourd'hui déjà sujettes aux cyclones. Le réchauffement a déjà créé un risque d'incendie de forêt, et les feux de forêt devraient devenir un risque élevé à 1,5°C de réchauffement.
- L'agriculture, la production alimentaire et la déforestation sont des moteurs importants du changement climatique et produisent environ 23 % des émissions de GES d'origine humaine.

- Contrairement au secteur des énergies fossiles, l'agriculture durable pourrait faire partie de la solution au réchauffement de la planète, en stockant le carbone de l'atmosphère dans les terres agricoles. Mais il faut agir maintenant car la fenêtre d'action se referme rapidement : la capacité des sols à remplir cette fonction diminue à mesure que les températures augmentent.
- Des progrès rapides vers une transformation profonde de l'agriculture, de la foresterie et de l'utilisation des terres sont nécessaires pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Cette transformation doit être bien engagée d'ici 2040.

[En savoir plus](#)

Rapport spécial du GIEC : l'océan et la cryosphère

Approuvé fin septembre 2019 par les 195 Gouvernements membres du GIEC, le Rapport spécial du GIEC sur l'océan et la cryosphère s'intéresse aux régions gelées de notre planète. Le rapport présente de nouvelles preuves soulignant les avantages qu'il y a à faire en sorte que le réchauffement planétaire soit aussi faible que possible, conformément à l'objectif que les gouvernements se sont fixés dans l'Accord de Paris en 2015.

Le rapport met en lumière les bénéfices d'une adaptation ambitieuse et efficace au profit du développement durable et, à l'inverse, les coûts et les risques toujours plus élevés liés à l'inaction.

Les principales conclusions du Rapport spécial du GIEC sur le l'océan et la cryosphère :

- L'océan et la cryosphère sont des éléments indispensables de la vie sur Terre. En tout, 670 millions de personnes vivant dans des régions de haute montagne et 680 millions vivant dans des zones côtières à faible élévation dépendent directement de ces systèmes (dont 65 millions dans de petits États insulaires en développement).
- Le réchauffement planétaire a déjà atteint 1°C au-dessus des niveaux préindustriels, en raison des émissions passées et actuelles de gaz à effet de serre.
- La solution numéro un pour lutter contre les changements climatiques est de s'attaquer de manière ambitieuse et radicale aux modèles socio-économiques qui engendrent les émissions de gaz à effet de serre responsables des changements climatiques que nous connaissons actuellement. Les écosystèmes et les moyens d'existence qui en dépendent pourraient ainsi être préservés.
- Il existe un nombre considérable de preuves indiquant que ce réchauffement a déjà de graves conséquences sur les écosystèmes et les populations humaines et cela devrait s'accroître. L'océan se réchauffe, devient plus acide et moins fécond. La dilatation thermique de l'eau, la fonte des glaciers et des calottes polaires entraînent une élévation du niveau de la mer qui pourrait dépasser 1 m à la fin du siècle dans les pires scénarios. Mécaniquement, les inondations côtières aujourd'hui considérées comme extrêmes deviendraient beaucoup plus fréquentes.
- La quasi-totalité des écosystèmes marins et côtiers (en particulier les récifs coralliens) sont soumis à des risques qui seront d'autant plus importants que le réchauffement climatique ne sera pas enrégulé. Toutes les mesures permettant de diminuer les pressions anthropiques directes sur ces écosystèmes contribueront à renforcer leur résilience au changement climatique.

- Le rapport évalue également les solutions d'adaptation circonstanciées telles que les mesures de protection côtière « en dur » ou d'adaptation basées sur les écosystèmes (e.g. conservation et restauration des écosystèmes coralliens et des zones humides). Les solutions fondées sur la nature ont l'avantage de présenter de nombreux co-bénéfices, sur la biodiversité, la qualité de l'eau, etc.
- Le rapport traite aussi des questions d'accommodation (telles que les systèmes d'alerte précoce) et de celles, complexes, de retrait (planifié ou forcé) de populations.

[En savoir plus](#)

2019 l'Année des Pics de GES !

Les principaux gaz à effet de serre (GES) à l'origine du réchauffement climatique ont franchi de nouveaux records de concentration en 2018, et "aucun signe de ralentissement" n'est visible, s'est alarmée lundi l'ONU.

Ce cri d'alarme est lancé à quelques jours de la réunion annuelle de l'ONU sur la lutte contre le changement climatique, la COP25, qui se tiendra du 2 au 13 décembre à Madrid.

"Il n'y a aucun signe de ralentissement, et encore moins de diminution, de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère malgré tous les engagements pris au titre de l'Accord de Paris sur le climat", a pointé le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), Petteri Taalas, à l'occasion de la publication du bulletin annuel de l'OMM sur les concentrations de GES.

Ce rapport rend compte non pas des quantités de GES qui sont libérées dans l'atmosphère mais de celles qui y restent, sachant que les océans absorbent environ le quart des émissions totales, tout comme la biosphère, dont font partie les forêts.

D'après les scientifiques, le dioxyde de carbone (CO₂), qui est associé aux activités humaines et constitue le principal gaz à effet de serre persistant dans l'atmosphère, a battu un nouveau record de concentration en 2018, à 407,8 parties par million (ppm), soit 147% de plus que le niveau préindustriel de 1750.

"Il convient de rappeler que la dernière fois que la Terre a connu une teneur en CO₂ comparable, c'était il y a 3 à 5 millions d'années : la température était de 2 à 3°C plus élevée qu'aujourd'hui, et le niveau de la mer était supérieur de 10 à 20 mètres au niveau actuel", a souligné M. Taalas, dans un communiqué.

- Accroissement plus rapide -

L'inquiétude de l'OMM est d'autant plus forte que l'augmentation annuelle de la concentration de CO₂, qui persiste pendant des siècles dans l'atmosphère et encore plus longtemps dans les océans, a été supérieure au taux d'accroissement moyen des 10 dernières années.

D'après les observations des chercheurs, les concentrations de méthane (CH₄), qui figure au deuxième rang des plus importants gaz à effet de serre persistants, et de protoxyde d'azote (N₂O) ont également augmenté plus fortement que la moyenne annuelle de la dernière décennie.

Le méthane, dont 60% des émissions sont d'origine humaine (élevage de bétail, riziculture, exploitation des combustibles fossiles, décharges...), et le protoxyde d'azote, dont 40% des émissions sont d'origine humaine (engrais, processus industriels...), ont aussi atteint des pics de concentration.

Le protoxyde d'azote joue par ailleurs un rôle important dans la destruction de la couche d'ozone stratosphérique, qui nous protège des rayons ultraviolets nocifs émis par le soleil.

Face à l'urgence climatique, les pays se sont engagés à Paris en 2015 à appliquer des plans de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, mais les émissions mondiales ne cessent d'augmenter.

Petteri Taalas a appelé lundi les pays à traduire leurs "engagements en actes et revoir à la hausse (leurs) ambitions dans l'intérêt de l'humanité".

Cet appel intervient alors que les Etats-Unis ont officialisé début novembre leur sortie de l'accord de Paris. Mais les Etats-Unis ne sont pas les seuls gros émetteurs de GES. Les quatre plus importants émetteurs de GES - Chine, Etats-Unis, Union Européenne et Inde - représentent 56% des émissions mondiales. Seule l'UE (9% du total) est en voie de remplir, et même dépasser, ses objectifs, selon une récente étude de l'ONG américaine Fondation écologique universelle (FEU-US).

[En savoir plus](#)

LA région méditerranéenne se réchauffe 20% plus vite que la moyenne mondiale !

Réputé pour ses richesses, Le bassin méditerranéen héberge jusqu'à 18% de toutes les espèces marines identifiées dans le monde. L'action humaine, les activités économiques et la dépendance d'une agriculture sensible au climat se combinent pour faire de la région l'un des principaux points chauds du changement climatique dans le monde !

De plus, pas moins de 15 villes qui bordent les rives de la Méditerranée risquent d'être inondées et sont particulièrement vulnérables aux futures augmentations prévues. D'ici 2050, 250 millions de personnes devraient être considérées « pauvres en eau » !

Le premier rapport sur "Les risques liés aux changements climatiques dans la région Méditerranée" a été rendu public à Barcelone le 10 Octobre 2019. Il alerte sur les conséquences dramatiques du réchauffement climatique pour le bassin méditerranéen et ses habitants notamment, l'augmentation de la température du bassin de 0,4 °C tous les dix ans, la montée de son niveau de trois millimètres par an en moyenne depuis vingt ans, l'élévation sévère du niveau de la mer, L'augmentation de la température de l'eau et en plus depuis l'ère industrielle, elle s'est déjà réchauffée de 1,5°C et surtout, 20% plus rapidement que la moyenne mondiale. Le bassin méditerranéen est donc la deuxième zone la plus impactée par le réchauffement climatique, juste derrière l'Arctique. Un rapport plus détaillé devrait paraître en 2020.

Afin de faire face aux défis de changement climatique et conscient de la situation, le Secrétariat de l'UpM a appuyé un réseau de 600 scientifiques issus des 35 pays de la région méditerranéenne en collaboration avec MedECC. Ce travail collaboratif a donné naissance à la première interface politique régionale sur les changements climatiques et environnementaux.

Travailler ensemble pourrait conduire à un nouveau cycle de croissance commune plus renforcé et plus égalitaire ! Affirme Le rapport scientifique historique sur le climat méditerranéen.

[En savoir plus](#)

Jeunes et initiatives climat

Les 28 nouvelles initiatives présentées au Secrétaire général des Nations Unies lors du Sommet Action Climat sont enfin intégrées au portail de l'Action climatique mondiale qui est le fonds documentaire officiel destiné à recueillir les initiatives concrètes qui ont été développées pour le Sommet Action Climat. À ce titre, il continuera à suivre de près les engagements annoncés aujourd'hui et s'emploiera à développer et surveiller les initiatives pour réaliser les objectifs promis. Les initiatives sont organisées dans le cadre des neuf domaines d'action du Sommet Action Climat(l'atténuation, les moteurs sociaux et politiques, la mobilisation des jeunes et du public, la transition énergétique, les infrastructures, la transition industrielle, l'adaptation et la résilience, les solutions fondées sur la nature et le financement de l'action climatique), qui ont été déterminés et classés par ordre de priorité par le Secrétaire général de l'ONU pour veiller à ce que les mesures annoncées lors du sommet aient le plus d'effet possible.

Découvrir le portail [ici](#)

Des jeunes du Portugal, du Brésil et des États-Unis ont remporté le Concours mondial de vidéos pour les jeunes 2019 grâce aux histoires passionnantes qu'ils ont racontées sur des actions climatiques locales pouvant être développées et reproduites dans le monde entier. Cette année, des jeunes de 18 à 30 ans originaires de 114 pays ont participé au concours. Ils ont envoyé plus de 400 vidéos sur trois sujets :

- Villes et actions locales pour lutter contre le changement climatique,
- Solutions fondées sur la nature pour l'alimentation et la santé humaine et
- Solutions fondées sur la nature pour concilier l'utilisation des terres pour les populations et les écosystèmes.

Cette édition 2019 du concours a été organisée par les trois Conventions de Rio, la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, en partenariat avec le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial – Programme des Nations Unies pour le développement et la fondation BNP Paribas. Les lauréats se rendront à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP25), en décembre, où ils participeront à la cérémonie de remise des prix du Concours mondial de vidéos pour les jeunes et à d'autres événements !

Les noms des gagnants ont été révélés durant le Sommet de la jeunesse sur l'action pour le climat du Secrétaire général, à New York.

[En savoir plus](#)